



## Quand l'Union sauta le Mur

**L**a chute du mur de Berlin a été célébrée et commentée comme il se devait. Depuis la reconstitution de certains événements jusqu'à des témoignages bouleversants, sans oublier les cérémonies officielles et les hommages rendus aux grands acteurs de la période, beaucoup a été fait pour entretenir ou réveiller la mémoire de nos peuples. Un constat cependant fait défaut, dans une conjoncture où la construction européenne est mise à mal par les soubresauts du traité de Lisbonne et l'euroscepticisme dominant de nombreux médias. Réfléchissons-y un instant. Entre le 9 novembre 1989, date de la chute du Mur, et la réunion du Conseil européen, le 30 avril 1990, il n'a fallu que cinq mois, dans ce contexte chaotique, à la Communauté européenne (appelée depuis Union) pour approuver et soutenir la réunification des deux Allemagnes.

Je n'hésite pas à affirmer que c'est un résultat remarquable et une preuve de la capacité de l'Europe à être en accord avec l'Histoire, si l'on veut bien se rappeler les commentaires parus dans la presse européenne durant l'automne 1989. Il n'y était question que des réticences affichées par certains chefs d'Etat et de gouvernement. Lors d'une réunion extraordinaire du Conseil européen à l'Elysée le 19 novembre, il a fallu toute la conviction et toute la prudence d'expression du chancelier Kohl pour éviter sinon des affrontements, tout au moins des phrases... que l'on aurait pu regretter ensuite.

Il est vrai que la Communauté était pleinement impliquée dans le processus du passage, plus ou moins violent, de la nuit du totalitarisme à l'apprentissage de la liberté. C'est ainsi que sur ma proposition, en tant que président de la Commission européenne, le G7, réuni à Paris en juillet 1989, avait confié à ladite Commission le soin de coordonner l'aide aux deux pays déjà profondément engagés dans le changement, la Pologne et la Hongrie. Mais de là à envisager, sans crainte, la réunification de l'Allemagne, principale puissance économique de l'Europe, il y avait une distance que chacun peut comprendre. Il y eut donc, dans les jours qui suivirent, des moments délicats, des questions embarrassantes, voire des confrontations, notamment lors d'une réunion de l'Alliance atlantique à Ottawa. Mais les événements allaient très vite et la RDA se délitait. Gorbatchev veillait à ce qu'il n'y ait pas de réaction policière ou armée des tenants des régimes communistes. Lui-même n'était pas dans une situation confortable, critiqué par une partie de son entourage. A tel

point que lorsque la Lituanie proclama son indépendance, on pouvait craindre que l'Union soviétique ne passât à l'action militaire. Gorbatchev se contenta d'instituer un embargo à l'encontre de ce pays. La paix maintenue face à de tels chocs, nous la devons beaucoup à Gorbatchev, mais aussi à Kohl, enthousiaste, et s'efforçant de maîtriser l'évolution, et au président Bush (père) qui a déployé beaucoup d'efforts tout au long de l'année 1989. Les autres Européens, bousculés par l'ampleur et la rapidité des événements, durent s'adapter, après avoir obtenu des garanties essentielles comme l'intangibilité de la frontière Oder-Neisse. Mitterrand était absolument ferme sur ce point.

La Commission européenne, pour sa part, était consultée par tous les protagonistes. J'avais, ce qui ne plaisait pas à tous, déclaré dès le 13 novembre à la télévision allemande, que les Allemands de l'Est avaient leur place en Europe. Je m'étais référé, pour ce faire, à une déclaration du gouvernement allemand annexée au traité de Rome de 1957. Voyant la rapidité des événements et constatant l'évolution des esprits, j'ai demandé dès janvier 1990 la convocation d'un Conseil européen extraordinaire, ce qui fut fait à Dublin le 30 avril. Les institutions européennes purent donc travailler ensemble pour assurer l'influence de l'Europe et son efficacité politique. Ce qui se poursuivit en 1990, année durant laquelle la Commission

établit le programme d'aide aux régions d'Allemagne de l'Est, dans le cadre de la politique de cohésion économique et sociale qui s'applique à toutes les régions en retard de développement ou en phase de mutation structurelle. Tous les six mois, je me rendais en Allemagne de l'Est auprès des présidents des Länder pour des séances de travail en commun. Au début, ces derniers semblaient d'abord préoccupés, en plus de leurs immenses tâches de gestion et de modernisation, par l'avenir incertain de leurs relations avec leurs voisins. Mais, la pédagogie des aides financières et nos plaidoyers aidant, ils comprurent vite tout le capital de compréhension mutuelle accumulé depuis 1950 par les Européens de l'Ouest.

Car la cohésion de l'Union européenne dépend largement de cette démonstration quotidienne de la valeur morale et de l'utilité de notre aventure commune. Ne l'aurait-on pas quelque peu oublié, ces dernières années ?